

Le gouvernement ne nous entend pas ? Il faut crier encore plus fort !

Hier soir, Villepin est passé sur TF1 et a expliqué qu'il ne retirerait pas le Contrat première embauche. Mais son discours a changé : il commence à expliquer qu'il veut négocier, modifier quelques aspects. C'est-à-dire que même s'il ne veut rien changer au CPE, il est sur la défensive, il commence à être en difficulté. Cela prouve que notre mobilisation est efficace, que nous pouvons faire reculer le gouvernement.

La mobilisation a franchi un nouveau cap

Depuis le 7 mars, la mobilisation a décuplé. Le 7 mars, il y avait 1 million de personnes dans la rue, mais cela a surtout permis de développer encore la mobilisation : de nouvelles universités (il y a plus de 50 en grève maintenant, soit plus de la moitié), des lycées sont en grève, des syndicats de salariés appellent à la grève dès mardi ou jeudi. Le mouvement s'étend et c'est ce qui fait peur au gouvernement.

Donner le coup de grace au gouvernement

Samedi prochain, une nouvelle manifestation aura lieu avec les salariés. La coordination nationale étudiante propose ensuite une manifestation centralisée à Paris de la jeunesse et des salariés le 23 mars. Si la mobilisation continue à se développer cette semaine et la semaine suivante, il est certain que nous ferons plier le gouvernement, que nous lui ferons retirer le CPE, le CNE et la loi sur l'égalité des chances.

Cela dépend de nous

La mobilisation à Jussieu est efficace : notre nombre en Assemblée générale n'a cessé d'augmenter, les annexes sont mobilisées, les salariés se mettent maintenant en grève mardi. La mobilisation va probablement nous donner la victoire, mais nous devons faire encore un effort : pour donner encore plus confiance aux autres facs, aux lycées et aux salariés, nous devons être encore plus nombreux mobilisés, encore plus sur les blocages, encore plus nombreux en manif.

Le programme proposé pour la semaine :

- Lundi matin : AG
- Lundi après-midi : tournée des lycées.
- Mardi matin : Débats à Jussieu et donner un coup de main à Nanterre
- Mardi après-midi : rassemblement vers la Sorbonne
- **Jeudi : manif**
- **Samedi : grande manifestation avec les salariés.**

**Assemblée générale
10h Amphi de biologie**

Ce que nous refusons :

CPE-CNE : Un pas de plus vers l'esclavage

Avec le CPE et le CNE, c'est une période d'essai de 2 ans qui nous attends. Qui peut croire qu'un patron a besoin de 2 ans pour savoir si un salarié convient ? Pendant cette période, impossibilité de faire des projets d'avenir (logement, prêt), de faire valoir ses droits (congrés maternité, payement heures sup'), sous peine de se faire licencier !

Loi sur l'égalité des chances : Un siècle en arrière

Cette loi, qui renforce les inégalités sociales et instaure plus de précarité, comporte, en plus du CPE, l'apprentissage à partir de 14 ans pour les élèves en difficulté, le travail de nuit dès 15 ans, et pour les adolescents «turbulents» la suppression des allocations familiales et des stages dans l'armée et la police.

Des infos de rendez-vous avec les présidents de Paris 6 et Paris 7 :

- Paris 6 : Le président dit que si la mobilisation dure encore 15 jours, il ne sera pas nécessaire de modifier le calendrier des examens. L'administration réfléchit à mettre la deuxième session en septembre.
- Paris 7 : L'administration veut organiser des débats sur le CPE mercredi. Reste à savoir si c'est pour ou contre le CPE...

Le pacte pour la recherche

Des apprentis aux bac+8, la précarité s'étend à toute la société. Le pacte généralise les contrats temporaires et de droits privés, rendant ainsi la situation des chercheurs de plus en plus délicate.

La diminution des postes au concours d'enseignement

D'un côté, les classes sont surchargées, les profs partent à la retraite, de l'autre, le gouvernement continue à baisser le nombre de postes aux concours de l'enseignement !

Bizarre quand on veut faire baisser le chômage...

Vacances d'été 2005 : CNE ; vacances d'hiver 2006 : passage en force du CPE ; été 2006 : le Contrat de travail unique, qui s'étend à toutes les classes d'âge et toutes les entreprises, est déjà prévu !

Pour éviter la grande braderie de nos droits, continuons la mobilisation ! Il faut se battre dès aujourd'hui, pour faire reculer ce gouvernement qui détruit tous nos acquis sociaux.

Le comité de grève de Jussieu